



## LE PRIX DU SAVOIR

**A** l'approche des échéances électorales, les divers candidats sortent un à un leurs programmes de révolution scolaire... Et une question revient souvent sur le devant de la scène, celle du **coût de l'Éducation en France, accusé d'être trop élevé.**

Les récents comparatifs de l'OCDE démontrent pourtant le contraire. Les dépenses de la France pour le premier degré sont nettement inférieures à la moyenne des pays de l'OCDE (-15%), mais nettement au-dessus en ce qui concerne le second degré (+16%).

Finalement, sur l'ensemble de la scolarité de ses élèves, la France se trouve presque **exactement dans la moyenne**, ni plus, ni moins !

Dans la moyenne aussi pour ce qui concerne la durée de la scolarité (12 ans). La France présente néanmoins l'originalité **d'un parcours primaire plus court, et secondaire plus long (cinq ans et sept ans).** Elle présente un nombre de jours de classe moins important que

ses voisins, mais dispose aussi de **vacances d'été plus courtes que la moyenne, contrairement aux idées reçues.**

Dans la moyenne en ce qui concerne aussi **la part de financement public de l'école (91%),** elle présente néanmoins une implication plus faible que la moyenne des collectivités territoriales, au détriment de l'Etat seul.

Enfin, si les coûts de fonctionnement sont plus élevés en France qu'ailleurs, le **coût salarial est quant à lui beaucoup plus faible, notre pays payant très mal ses enseignants** en comparaison des autres membres de l'OCDE. Une triste réalité que la FAEN dénonce depuis toujours, et qu'il ne faudrait pas oublier avant de parler d'augmentation du temps de travail.

## Que valent vraiment les études pisa ?

**S**i l'approche comparative peut s'avérer éclairante pour mieux comprendre et situer notre système éducatif, encore doit-elle se baser sur des statistiques fiables. Or, ces dernières années, **la grande majorité des réformes de programme et d'organisation scolaire qui nous ont été imposées se sont appuyées sur le système d'étude PISA** pour justifier leur action.

Les Editions du Croquant ont édité au début de ce mois un livre critique et ironique sur la littérature que produit l'OCDE chaque année dans le cadre de ces études PISA : « **Les Blagues à PISA** » de

Daniel Bart et Bertrand Daunay, deux universitaires qui démontrent avec efficacité le **vide intellectuel** de cette étude. Redondances, discours réchauffés d'une année à l'autre, concepts fumeux, l'outil d'évaluation n'est guère épargné !

Le masque finit par tomber, révélant PISA comme ce qu'il est, un outil de propagande politique **qui prétend uniformiser les pratiques scolaires dans des pays culturellement très divers,** en imposant à la réalité une théorie qui n'a rien de concret, malgré ses propres appels à davantage de « réel » et de « pratique »...



## Vers un meilleur remplacement des enseignants ?

**L**a formation par alternance dès la première année de master pour les étudiants qui se destinent à l'enseignement dans le 1er degré a donné lieu à une rencontre entre la ministre de l'Éducation nationale et les futurs enseignants dans l'académie de Créteil le 25 août dernier. Quatre académies bénéficient du dispositif cette année (Amiens, Créteil, Guyane, Versailles), dispositif **qui pourrait s'étendre à la France entière dès l'année prochaine**. La ministre a rappelé les ouvertures de postes « excédentaires » pour le premier degré cette année (4 000 postes de plus pour une démographie stable sur ce secteur, selon le ministère), qui selon elle devrait améliorer le taux de remplacement. « *Au delà des moyens humains on améliore aussi le système de remplacement* », a-t-elle ajouté, précisant que des

mesures étaient à l'étude dans ce sens. Il s'agit sans doute des premiers résultats **du groupe de travail formé par la ministre en avril dernier sur la question**. Il avait alors été question d'« *une mutualisation des moyens entre les académies* », et d'un « *meilleur suivi des absences de courte durée* ». Elle a ajouté que le nouveau système « *ferait mieux correspondre les besoins et les réponses sur un territoire plus large* » sans toutefois entrer dans les détails.

**La FAEN sera vigilante aux annonces** qui devraient suivre dans les prochaines semaines, et veillera à ce que ces bonnes intentions ne se transforment pas en une précarisation ou **une dégradation catastrophique des conditions de travail pour les personnels de remplacement...**

## La place des agrégés et certifiés dans l'enseignement universitaire

**O**n le sait, la logique du BAC-3/BAC+3 à l'œuvre au ministère de l'Éducation nationale fait inexorablement son chemin, au fil des politiques successives. **Le rapprochement du lycée et de l'enseignement supérieur est de plus en plus souhaité et encouragé, réserve de très grandes économies budgétaires potentielles...**

Dans cette perspective, le rapport publié par le ministère en juillet dernier et intitulé « *La place des agrégés dans l'enseignement universitaire* » est très révélateur : les professeurs agrégés et certifiés issus du second degré en poste dans l'enseignement supérieur représentent désormais plus de **20% des effectifs** globaux (11,6% d'agrégés, 9,2% de certifiés), un chiffre en constante augmentation jusqu'en 2000, et relativement stable depuis. Ces enseignants fournissent un **travail exigeant très peu reconnu**.

Face à ce constat, le rapport déplore en effet toute absence de réflexion construite sur ces situations

bien particulières depuis plus de trente ans : les professeurs agrégés et certifiés semblent exercer leurs missions dans le supérieur **avec intérêt et motivation**, très peu cherchant à retourner dans le secondaire. Mais ces missions s'exercent sans réelle reconnaissance, ce qui engendre une légitime frustration de personnels aux profils bien particuliers.

De nombreuses questions primordiales restent sans réponses, comme celle **des déroulements de carrière, des rémunérations ou encore des fortes disparités d'effectifs** d'une discipline à l'autre. En outre, de nombreuses responsabilités administratives et pédagogiques sont assumées par ces enseignants, souvent sans contreparties.

**La FAEN dénonce la léthargie ministérielle sur ces questions**, qui permet de dégager de substantielles économies sur le dos d'enseignants investis. Et cela augure tout à fait de ce que l'on peut craindre du BAC-3/BAC+3 pour les années à venir !